

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 24 au 30 juin 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : volte-face sur les prestations sociales	2
Fait marquant : le gouvernement dévoile sa stratégie commerciale.....	2
En bref	3
Actualités macroéconomiques	3
CONJONCTURE	3
MARCHE DU TRAVAIL.....	4
POLITIQUE MONÉTAIRE.....	4
Actualités commerce et investissement	5
COMMERCE	5
INVESTISSEMENT	5
Actualités financières	6
REGLEMENTATION FINANCIERE	6

Le chiffre de la semaine: volte-face sur les prestations sociales

Après l'annonce de réformes impopulaires durcissant la protection sociale, le Premier ministre Keir Starmer fait des concessions représentant un manque à gagner de 4,25 Md£ par an. Il y a quelques

semaines, le premier ministre avait déjà fait volte-face sur les *winter fuel payments* (allocation pour les retraités) – initialement supprimés pour une majorité de bénéficiaires, pour des raisons d'économies budgétaires, puis remises en place sous condition de revenus. Ce premier retournement a

représenté à lui seul un manque à gagner de 1,25 Md£ par an. Ensuite, le jeudi 26 juin, Keir Starmer est également revenu sur sa réforme des prestations sociales, de santé et d'invalidité. Cette réforme qui, entre autres, visait à geler la composante « santé » de l'*universal credit* (UC, minima social) et restreindre l'éligibilité au *personal independence payment* (PIP, prestation d'invalidité), était censée stimuler le retour à l'emploi des bénéficiaires. Cette réforme était aussi susceptible d'entraîner des centaines de milliers de personnes dans une situation de pauvreté. Finalement, sous la pression d'une partie de sa propre majorité travailliste qui menaçait de ne pas soutenir la réforme, Keir Starmer a proposé de limiter le durcissement envisagé du PIP aux nouveaux demandeurs, d'indexer la composante « santé » de l'UC sur l'inflation et d'avancer la mise en œuvre d'un paquet d'aide au retour à l'emploi ; le tout pour un coût de 3 Md£ par an. Ces changements de pied interviennent dans un contexte de finances publiques dégradées, alors que la conjoncture n'est pas favorable à un redressement de l'activité (hausse de l'inflation, ralentissement de la croissance sous-jacente, rendements obligataires élevés...).

(Le vote à la Chambre des communes a lieu dans la soirée du 1^{er} juillet, auquel cas le coût du revirement pourrait être plus important)

LE CHIFFRE À RETENIR

4,25 Md£

Fait marquant : le gouvernement dévoile sa stratégie commerciale

Dans un contexte mondial marqué par le retour du protectionnisme, le Royaume-Uni a présenté, le 26 juin, une nouvelle stratégie commerciale, en parallèle de sa stratégie industrielle. Pour la première fois, le gouvernement reconnaît les performances médiocres de son commerce extérieur depuis le Brexit: alors que les échanges commerciaux ont progressé en moyenne de 8 % chez les autres membres du G7 entre 2018 et 2024, le Royaume-Uni n'enregistre qu'une hausse de 4 %, accompagnée d'un recul des exportations vers l'Union européenne. Cette stratégie s'inscrit dans la volonté de relancer la croissance, soutenir l'emploi et renforcer l'attractivité du pays pour les investissements étrangers.

Face à un environnement commercial de plus en plus instable, le Royaume-Uni assume une ligne plus affirmée en matière de sécurité économique. Le gouvernement prévoit de renforcer les instruments de défense commerciale, avec une réforme de la *Trade Remedies Authority* et l'annonce d'un futur projet de loi. Il crée également deux nouvelles structures: un *Supply Chain Centre* chargé de sécuriser les chaînes d'approvisionnement critiques, et un *Economic Security Advisory Service* pour accompagner les entreprises sur la sécurité économique. Cette inflexion sécuritaire traduit une prise de conscience des vulnérabilités structurelles de l'économie britannique face aux pratiques commerciales déloyales.

Sur le plan offensif, la stratégie mise sur les avantages comparatifs du Royaume-Uni, notamment dans les services financiers. Le gouvernement entend renforcer ses liens avec l'Union européenne, les États-Unis et la Chine, tout en développant des accords sectoriels plus ciblés, notamment dans le numérique, les minerais critiques et les services. Le « Fonds Ricardo », doté de 5 Md£ de retombées espérées sur cinq ans, doit aider à lever les barrières non tarifaires à l'export. Enfin, la stratégie consacre un volet important à l'internationalisation des PME, à travers la digitalisation des procédures commerciales et l'augmentation des capacités de *UK Export Finance*, portée à 80 Md£.

En bref

- La livre sterling reste stable par rapport à l'euro et atteint 1,1683 € (+0,0 % sur la semaine). En revanche, la livre s'apprécie fortement par rapport au dollar américain et atteint 1,3701 \$ (+1,2 %).
- Au 30 juin, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,50 % (-1 pdb, par rapport à la semaine dernière). Le rendement du *gilt* à 30 ans augmente et atteint 5,26 % (+5 pdb).
- La [deuxième estimation](#) par l'ONS de la croissance trimestrielle du PIB au T1 confirme l'expansion de +0,7 % enregistrée initialement (après +0,1 % au T4 2024).
- Le revenu disponible réel des ménages (ajusté de l'inflation, après impôts et subventions) a [chuté](#) de 1,0 % au T1 2025, pour la première fois depuis deux ans.
- Dans le cadre de la [London Climate Action Week](#), le gouvernement lance une consultation sur sa proposition de *Sustainability Disclosure Standards*, qui se veut la déclinaison britannique des standards ISSB sur la divulgation d'informations sur la durabilité.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Le gouvernement va [scinder](#) temporairement le poste de statisticien national en réponse aux dysfonctionnements récents et répétés de l'*Office for National Statistics* (ONS). Un rapport officiel dirigé par Sir Robert Devereux critique sévèrement l'ONS pour ses défaillances dans la production de données économiques clés, en les attribuant à une mauvaise gestion budgétaire, un abandon des statistiques de base, et des problèmes de direction. Il recommande de créer un poste spécifique de secrétaire permanent en charge de l'ONS, libérant ainsi le statisticien national pour un rôle plus

stratégique. Le gouvernement a accepté ces recommandations, tandis que l'ONS reconnaît que la qualité de ses chiffres ne répond plus aux attentes et annonce une réforme structurelle. Cela inclut l'arrêt de projets annexes et un recentrage sur les statistiques économiques de base. L'agence promet également un changement de culture interne pour mieux anticiper les problèmes et renforcer la fiabilité de ses données.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre est [sceptique](#) quant aux prévisions de l'Office for Budget Responsibility (OBR) concernant la reprise de la productivité au Royaume-Uni, jugées trop optimistes. Au cours d'une [audition](#) à la Chambre des Lords, Andrew Bailey a exprimé son scepticisme face à l'hypothèse de l'OBR selon laquelle le ralentissement de la productivité depuis la crise financière serait temporaire. Or, cette hypothèse conditionne les prévisions de recettes fiscales et *in fine* la trajectoire de la dette publique. Si la productivité stagnait durablement, le Royaume-Uni risquerait de ne pas respecter ses règles budgétaires sans nouvelles hausses d'impôts. A. Bailey a également évoqué trois pressions structurelles sur les finances publiques : le vieillissement de la population, les coûts de la transition climatique et la hausse des dépenses de défense. Enfin, il a appelé à un débat public sur les choix économiques à venir, dans un contexte d'endettement croissant des grandes économies et d'incertitudes sur l'efficacité future de technologies comme l'intelligence artificielle.

Marché du travail

Les offres d'emplois « juniors » (*entry-level jobs*) au Royaume-Uni ont [chuté](#) d'un tiers depuis le lancement de ChatGPT, en raison de l'automatisation croissante des tâches par l'intelligence artificielle. Selon Adzuna, les annonces pour les postes de niveau débutant (jeunes diplômés, apprentis, stages ou sans diplôme requis) ont baissé de 32 % depuis novembre 2022, ne représentant plus qu'un quart du marché. Les grandes entreprises comme BT, Klarna ou IBM s'appuient de plus en plus sur des outils d'IA pour remplacer certains emplois, notamment dans les services RH ou la relation client. Certains experts, comme le PDG d'Anthropic, estiment que l'IA pourrait supprimer jusqu'à la moitié des emplois de bureau « juniors » dans les cinq prochaines années. Malgré ces perspectives sombres, des rapports soulignent que l'IA génère aussi de nouveaux métiers, souvent mieux rémunérés : les compétences en IA ont permis une prime salariale de 56 % en 2023 selon PwC. Le ministre des Sciences, de l'innovation et des technologies – Peter Kyle – appelle les entreprises et salariés à s'approprier rapidement ces outils.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, [alerte](#) sur un affaiblissement du marché du travail en partie lié à la hausse des cotisations patronales décidée par le gouvernement. Andrew Bailey observe que de plus en plus d'entreprises réagissent à la hausse des cotisations patronales (*employers' national insurance contributions*) adoptée en octobre 2024 et entrée en vigueur en avril, en réduisant l'embauche, les salaires ou le temps de travail. En outre, il constate une baisse des intentions de recrutement, un ralentissement de la croissance des salaires et un assouplissement général des tensions sur le marché du travail. Cette évolution devrait contribuer à la désinflation, même si la Banque reste vigilante face aux hausses ponctuelles de prix (*vehicle excise duty*, énergie). Dans ce contexte, A. Bailey confirme une stratégie de réduction graduelle du taux directeur.

Politique monétaire

La Banque d'Angleterre (BoE) fait face à des [pressions](#) croissantes pour ralentir sa politique de *quantitative tightening* (QT), jugée trop agressive dans un contexte

économique fragilisé. Contrairement à la Fed ou la Banque centrale européenne (BCE), la BoE vend activement les obligations achetées pendant les cycles d'assouplissement quantitatif (QE), ce qui constitue une pression haussière sur les rendements à long terme, alors même qu'elle commence à abaisser ses taux directeurs. Les investisseurs s'inquiètent de cette contradiction, qui renchérit le coût de l'endettement public et freine l'économie. Si la BoE maintient son rythme actuel de réduction de son bilan, les ventes actives devraient quadrupler à partir d'octobre, de 13 Md£ à 52 Md£, en raison d'un plus faible stock de dette arrivant à maturité. Plusieurs gestionnaires d'actifs appellent à un arrêt pur et simple de ces ventes, estimant qu'elles déstabilisent le marché obligataire. Face aux tensions sur les marchés et aux coûts d'emprunt historiquement hauts, la BoE est poussée à repenser sa stratégie de QT.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Royaume-Uni [réaffirme](#) son attachement au multilatéralisme commercial fondé sur les règles (même si sa pratique peut être plus ambiguë, comme le montre l'accord de « prospérité économique » avec les États-Unis, susceptible [selon certains](#) de contrevenir à la clause de la nation la plus favorisée de l'OMC). Dans sa stratégie commerciale, le Royaume-Uni annonce son adhésion à l'Accord d'arbitrage intérimaire multipartite (MPIA), mis en place en 2019 comme alternative à l'Organe d'appel paralysé de l'OMC. En rejoignant notamment l'Union européenne et la Chine dans le MPIA, le Royaume-Uni poursuit un [équilibre délicat](#) entre le renforcement de ses liens avec les États-Unis et une coopération multilatérale active.

L'accord commercial entre le Royaume-Uni et les États-Unis est [entré en vigueur](#) ce lundi 30 juin, apportant un soulagement aux secteurs automobile et aéronautique britanniques. Il prévoit une réduction immédiate des droits de douane américains, notamment l'instauration d'un contingent annuel de 100 000 véhicules soumis à un tarif réduit de 10 % au lieu de 27,5 %. Le secteur aéronautique bénéficie également de la suppression des droits de 10 % sur les moteurs et pièces d'avion, avec un engagement de maintien à 0 %. Le gouvernement britannique salue un accord unique, mettant en avant les économies attendues pour les entreprises et la préservation des emplois. Le Premier Ministre, Keir Starmer, s'est félicité de cette mise en œuvre, soulignant la protection de secteurs clés pour l'économie nationale. Toutefois, certains volets, comme la suppression des droits sur l'acier et l'aluminium, restent en suspens. À ce titre, le secteur sidérurgique avait néanmoins obtenu une exemption temporaire du tarif de 50 % imposé début juin, ramené à 25 % jusqu'au 9 juillet, dans l'attente de l'entrée en vigueur du tarif zéro prévu par l'Economic Prosperity Deal.

Investissement

Le Royaume-Uni enregistre une chute historique des projets d'[investissement direct étranger](#) (IDE) entrants, révélant des difficultés persistantes à attirer les capitaux internationaux. En 2024-2025, le pays a accueilli 1 375 projets d'IDE, soit le niveau le plus bas depuis 2007 et une baisse de 12 % par rapport à l'année précédente. Le gouvernement met en avant une stratégie axée sur la qualité et l'impact des investissements ; pourtant, le nombre d'emplois créés recule de 3 %, atteignant son plus bas niveau depuis la pandémie (69 000), ce qui interroge sur la capacité des nouveaux projets à générer des retombées économiques significatives. Ces tendances sont attribuées à des facteurs comme la hausse des coûts énergétiques et l'instabilité géopolitique. Les données 2024-2025 montrent une baisse préoccupante de

l'investissement même dans les secteurs stratégiques tels que les technologies, la finance ou les biotechnologies, ce qui souligne la nécessité de relancer ces domaines clés (un objectif central de la stratégie industrielle publiée récemment par le gouvernement). Londres concentre encore près d'un tiers des projets, mais enregistre un repli, contrairement à l'Écosse, au pays de Galles et à l'Irlande du Nord.

Actualités financières

Réglementation financière

Le directeur de la FCA (*Financial Conduct Authority*), Nikhil Rathi, a [appelé](#) à une meilleure visibilité sur l'activité des *hedge funds* sur le marché des obligations souveraines britanniques (*gilts*), soulignant les risques croissants pour la stabilité financière. Lors de la conférence annuelle de l'association TheCityUK le 26 juin 2025, il a insisté sur la nécessité d'accéder à plus de données, et plus rapidement, dans ce domaine précis, alors même que la FCA réduit les exigences liées à la collecte de données dans d'autres secteurs. Selon la Banque d'Angleterre, les *hedge funds* représentent désormais 27 % des volumes hebdomadaires sur les *gilts*, contre 17 % en 2018. Nikhil Rathi insiste sur l'importance de surveiller ces acteurs clés, souvent très exposés, sensibles aux changements de sentiment du marché et capables d'amplifier significativement ses mouvements. Face à une volatilité devenue selon lui "prévisible", M. Rathi a averti que le prochain choc financier est inévitable, et que les autorités doivent être prêtes et bien informées. À ce titre, il a souligné l'importance de la coopération internationale, en particulier pour mieux encadrer les activités des *hedge funds* sur le marché de la dette souveraine.

Le régulateur financier britannique (FCA) prévoit une [réforme](#) majeure du conseil financier aux particuliers à partir de 2026. Elle introduira un nouveau cadre appelé « soutien ciblé », qui permettra aux entreprises de proposer des recommandations générales à des groupes de consommateurs, sans avoir à respecter les obligations strictes liées au conseil en investissement personnalisé. Une catégorie supplémentaire, baptisée « conseil simplifié », permettra aux fournisseurs de conseil de faire des suggestions basées sur quelques informations clés du client, sans analyse complète. L'objectif est de faciliter l'accès au conseil pour les épargnants, notamment ceux dont les avoirs ne sont pas investis sur les marchés. Environ 100 entreprises, dont Hargreaves Lansdown et Vanguard, pourraient proposer ces services, souvent gratuitement. Des mécanismes de protection seront mis en place pour encadrer ces pratiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr